

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 147 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2872 - Prix : 1€

Éditorial

**Contre le capitalisme,
fauteur de crises et de
guerres**

**Alimentation : hausse
des prix et des
privations** *Page 3*

**Gabriel Attal à La
Réunion** *Pages 5 et 6*

**Ouvriers agricoles :
réunionnais –
comoriens, mêmes
patrons même
combat !** *Page 8*

**Pass'Compétences :
grève pour le
paiement des salaires** *Page 8*

Iran

**Répression contre les
femmes** *Page 10*



Contre le capitalisme, fauteur de crises et de guerres

Les problèmes s'accumulent au-dessus de nos têtes. Climat, crise, guerre : où que le regard se tourne, on a l'impression d'être dans un scénario de film catastrophe.

Les drames s'enchaînent, des canicules aux incendies géants, qui ont fait des dizaines de victimes à Hawaï, un État du pays le plus riche du monde, les États-Unis. Au Canada comme en Espagne, des dizaines de milliers de personnes ont tout perdu et doivent fuir l'avancée des flammes. Ces catastrophes, qui se répètent et s'aggravent, illustrent l'impasse du capitalisme, incapable de résoudre les problèmes générés par l'anarchie destructrice de cette économie orientée par le profit privé.

S'ajoutent les tensions guerrières qui montent partout dans le monde. Tout près de nous, la guerre en Ukraine, commencée il y a un an et demi, aurait fait au moins un demi-million de victimes. Aux exactions de Poutine répond la tentative de contre-offensive de Zelensky, qui prévient qu'elle durera sans doute des mois. Franchissant un nouveau pas dans l'intensification de la guerre, les puissances occidentales lui promettent des avions de combat. Pour elles, la guerre peut bien s'enliser et les morts s'additionner, tant que cela leur permet d'affronter Poutine sans payer elles-mêmes le prix du sang, tout en testant leur arsenal sur le terrain.

En Afrique, dans la région du Sahel, où la population subit déjà les exactions des bandes armées djihadistes, la crise menace de s'aggraver après le putsch des généraux au Niger. Les dirigeants français et américains s'abritent derrière la CEDEAO, coalition d'États africains voisins, pour menacer d'une intervention militaire. Ces deux puissances sont prêtes à tout pour défendre les intérêts de leurs capitalistes, chacune avec son calendrier et en fonction de leurs rivalités.

Macron prétend restaurer « l'État de droit au Niger ». Quel mensonge ! Ce qu'il ne supporte pas, c'est que les putschistes – sortis du même moule que le gouvernement corrompu qu'ils remplacent – fassent mine de lui tenir tête. Ces putschistes, qui aujourd'hui dénoncent l'impérialisme français, trouveront peut-être demain un accord avec lui ou avec son rival américain. Mais quels que soient les calculs et les intérêts des uns et des autres, la population nigérienne paie le prix fort. Elle est frappée par les sanctions économiques, qui entraînent flambée des prix et pénurie de nourriture et de médicaments. Pour la population de ce pays, parmi les plus pauvres du monde, c'est déjà une condamnation à mort.

Partout, les puissances impérialistes tentent de mettre le monde en ordre de bataille derrière elles. Le 18 août, Biden a réuni les dirigeants du Japon et de la Corée du Sud pour annoncer le renforcement de leur coopération militaire et affirmer que les trois pays formeront un bloc uni pour « la sécurité dans la région » face à la Chine et à la Corée du Nord. Les forces armées des États-Unis sont déjà présentes dans la zone, mais ces derniers rappellent ainsi aux populations du Japon et de la Corée du Sud qu'elles doivent se ranger derrière eux.

En montrant ainsi leurs muscles, les impérialistes, États-Unis en tête, préparent le monde à une guerre générale pour mieux assurer leur domination sur la planète et endiguer la montée en puissance de la Chine. Le maintien de leur ordre mondial est à ce prix, la guerre économique débouchant sur la guerre tout court.

C'est au nom de la défense de la liberté et des valeurs démocratiques qu'ils prétendent enrôler leurs populations, futures chairs à canon d'une guerre pour leurs intérêts. Ne marchons pas dans leurs mensonges !

C'est ainsi que Macron justifie les 413 milliards de budget militaire. Le pays n'est pas sous les bombes, mais la facture est déjà présentée aux classes populaires. Pendant que les rois de l'économie de guerre, les Dassault, Thales et autres grands groupes, se frottent les mains et enregistrent des profits records, l'essentiel manque pour les quartiers populaires. Pas un sou ne doit servir à la sale guerre qu'ils préparent ! Réquisition des milliards des marchands de mort, pour répondre aux besoins de la population !

Cet argent serait nécessaire, par exemple, pour le logement. Sous le contrôle des travailleurs et des habitants, l'argent des profiteurs de guerre irait à la construction de millions de logements décents et abordables, pour éviter que d'autres familles meurent du mal logement.

Nos intérêts de travailleurs sont à l'opposé de ceux de nos exploités. Pour empêcher le monde de sombrer dans la barbarie, c'est contre leur domination qu'il faut partir en guerre !

Alimentation : hausse des prix et des privations

D'après l'INSEE, les prix alimentaires ont augmenté en France de 18 % en un an et demi. Comme les salaires et retraites ne suivent pas, loin de là, beaucoup de travailleurs ont dû se priver : acheter de moins grandes quantités, des produits moins chers, limiter l'achat de certains produits comme la viande.

D'après un sondage IFOP, 28 % des personnes affirment sauter régulièrement un repas. Signe qui ne trompe pas, en dix ans le nombre de personnes accueillies par les banques alimentaires a été multiplié par trois, atteignant 2,4 millions de bénéficiaires fin 2022.

Les paniers anti-inflation, promis d'abord par le gouvernement, puis laissés à la discrétion des grandes enseignes, n'ont en rien permis

d'améliorer significativement la situation pour les travailleurs. D'ailleurs, toutes ces enseignes continuent à faire des profits importants, ce qui montre la limite de leurs « efforts ».

Le gouvernement promet depuis des mois des chèques anti-inflation, des chèques alimentaires, sans que l'on voie venir grand-chose. Tous ces saupoudrages, quand ils voient le jour, ne concernent qu'une fraction de ceux qui en ont besoin, et dépassent rarement quelques dizaines d'euros, sans rien résoudre pour les familles. Ils introduisent, en outre, un ferment de division entre ceux qui ont et ceux qui n'ont pas droit à telle ou telle aide.

La seule solution pour les travailleurs serait d'imposer l'augmen-

tation des centaines d'euros nécessaires pour compenser la perte de pouvoir d'achat subie ces dernières années et l'indexation des salaires sur les prix.



Allocation de rentrée scolaire : un cache-misère

Mercredi 16 août, trois millions de familles devaient percevoir, sous conditions de ressources, entre 398 et 435 euros par enfant scolarisé de moins de 18 ans. Depuis 1974, cette allocation de rentrée scolaire est censée aider les familles modestes à élever leurs enfants, à l'instar des allocations familiales.

Les familles en question ne peuvent que constater l'insuffisance de cette allocation et le fait qu'elle augmente nettement moins vite que le prix des fournitures scolaires. Cela n'empêchera pas les ministres et les soutiens du gouvernement de vanter sa générosité. En attendant, pour bien des familles, septembre est le mois des stylos, des trousse, des sacs à dos... et de bien des privations par voie de conséquence.

L'allocation de rentrée scolaire est, en fait, une aumône, surtout

en comparaison des sommes consacrées à subventionner le grand patronat ou à préparer la guerre. La question n'est pas dans le montant de telle ou telle allocation mais dans la lutte pour arracher

des salaires, dignes, pour tous et qui permettent de couvrir tous les besoins populaires.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**PLACE PAUL VERGÈS SAINT-DENIS
SAMEDI 26 AOÛT de 10H30 à 15H00**

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 1^{er} SEPTEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 2 SEPTEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 16 SEPTEMBRE de 8H30 à 10H00**

Cantine ou missiles ?

Face à l'augmentation du prix des denrées et la baisse du pouvoir d'achat des familles, la cantine scolaire reste un lieu de restauration importante. En conséquence, la région a annoncé que la cantine dans

les lycées serait à un euro pour tous. Mais c'est dans l'ensemble des cités scolaires qu'il faudrait une restauration scolaire gratuite et de qualité.

Or l'État assèche les revenus des collectivités locales pour investir des

centaines de milliards dans l'armement. Combien de besoins essentiels de la population passent ainsi à la trappe ?

SNU : embrigadement de la jeunesse

Dans une récente interview sur France info, la secrétaire d'État Prisca Thévenot, chargée de la Jeunesse et du Service national universel (SNU), s'est étendue sur l'avenir radieux qui, à ses yeux, attendrait les jeunes au travers de ce service que le gouvernement souhaite généraliser.

À en croire la secrétaire d'État, le SNU serait une grande colonie où les jeunes apprendraient à vivre ensemble autour de projets sportifs ou culturels. Cette vision de conte de fée cache le véritable objectif du gouvernement, celui de préparer les esprits de la jeunesse à l'idée d'une guerre, à laquelle il est visiblement prêt, comme ses prédécesseurs l'ont fait lors des deux premières guerres mondiales, et comme ils ont continué à le faire dans toutes les guerres successives.

Apprendre aux jeunes à marcher au pas, à obéir aux ordres, à saluer le drapeau français, fait partie de cet embrigadement nécessaire pour pouvoir les transformer plus tard en chair à canon. Il en fut toujours ainsi dans le passé, comme à l'époque de Jules Ferry et de son école de la République, dont l'objectif était de transformer les enfants – qui furent même organisés dans des bataillons sco-



lares en 1882 – en apprentis soldats. Des années plus tard, ces enfants devenus grands mouraient dans les tranchées de la Première Guerre mondiale, croyant « mourir pour la patrie » alors qu'ils mouraient pour « les industriels », selon la célèbre phrase d'Anatole France.

Comme lorsqu'existait le service

militaire, avant 1997, les jeunes sont préparés à être livrés aux officiers d'une armée qu'on leur présente comme défendant le peuple français, mais qui est celle de la bourgeoisie et a pour rôle de sauvegarder ses intérêts dans l'arène mondiale.

Il reste à voir si la jeunesse se laissera ainsi embrigader.

Jeunes en galère : le gouvernement leur propose que du vent !

Prisca Thévenot est passé rencontrer les jeunes des associations de quartier.

Un quart des jeunes réunionnais de moins de 29 ans ne sont, à l'issue de leur passage sur les bancs de l'école, ni en étude, ni en formation, ni en emploi. Quelle performance de la part de tous ces ministres et de

leurs réformes destinées paraît-il à mettre fin à l'échec scolaire et au chômage dans les DOM !

Alors qu'elle se disait « préoccupée par ces chiffres, un journaliste de la station de radio Freedom lui a demandé si elle n'avait rien d'autre à proposer aux jeunes chômeurs que des Contrats Engagement Jeunes de 6

à 12 mois. Elle n'a su que répondre.

En revanche elle est intarissable sur les bienfaits de l'encadrement des jeunes par les militaires du RSMA, recette qu'elle va vendre dans l'hexagone tellement elle en est contente.

Ainsi, le gouvernement nous prépare un avenir au son du canon.

Macron et la Légion étrangère : message à la jeunesse, préparez-vous à mourir pour le capital !

Macron palabre à Bormes les Mimosas : « *Il y a dans nos jeunes un appétit de liberté, un idéalisme, qui se cherche parfois et auquel nous devons répondre* ».

Comme en écho, à Saint-Denis, la Légion étrangère lance un appel aux Français de l'océan Indien en proposant 1 600 postes en 2023 aux hommes de 17 à 39 ans. Il est précisé que « cette troupe d'élite offre une opportunité unique d'aventure et d'excellence professionnelle. »

En fait d'aventure, depuis sa création en 1831 pour coloniser l'Algérie, la Légion a été de toutes les guerres de rapine, tous les massacres coloniaux sur tous les continents, de l'Afrique à l'Asie, du Tonkin à Madagascar, de la Crimée au Mexique, au service des capitalistes français. Alors que la Légion était sensée n'être utilisée que en dehors de la métropole, l'État l'a appelée en renfort pour la répression de la Commune de Paris en 1871.

Quant à l'excellence professionnelle proposée aux futurs chômeurs, elle est mise au service des massacres plutôt qu'à réaliser la satisfaction de tous les besoins humains.

Alors vraiment, il est plus que temps pour la jeunesse de mettre à bas ce système qui n'aspire qu'à la détruire pour se survivre.

À bas la misère, le chômage et la guerre.

GABRIEL ATTAL À LA RÉUNION

« Belle visite » selon Bello

Parmi la brochette d'élus qui ont reçu et accompagné le ministre de l'Éducation Gabriel Attal au cours de sa visite il y a une semaine, il y avait la présidente de la Région Huguette Bello.

Bello n'a pas tari d'éloges à l'égard de ce ministre du gouvernement Macron qui tape sans relâche sur les travailleurs, qu'elle a pris « *grand plaisir* » a accueilli les bras ouverts au centre hospitalier de l'ouest.

« *Quoi demander de mieux !* » s'est-elle exclamée à la promesse d'Attal de financer son lycée des métiers de la mer et de son lycée des

métiers du tourisme..

Le seul bémol dans son discours dithyrambique a été le « problème » des 2500 « décrocheurs » c'est-à-dire les lycéens qui décrochent avant le bac (Bello réclame plus de micro lycées) et le « problème » des mutations des enseignants réunionnais dans leur île. Mais Bello pense que le ministre « *fera de son mieux* », car il est « *très sensible* ».

La présidente de Région démontre qu'elle manie bien la brosse à reluire.

Alors, rien à redire madame Bello, sur les centaines de milliards que le gouvernement Macron consacre à

l'armée et qui seraient bien plus utiles aux hôpitaux, à l'Éducation nationale, à l'université (cette année, il y a encore plus d'étudiants dans la précarité ; certains vivent avec moins de 10 euros par jour) ?

Rien à redire sur le forfait hospitalier que le gouvernement s'apprête à augmenter ?

En 2022 en campagne électorale Bello condamnait la politique « *antisociale de Macron* ».

Renier des propos de campagne électorale c'est le propre de ceux qui n'aspirent qu'à se faire une place dans la gestion de ce système pour le compte de la classe dominante.

Attal piétine les enseignants et les élèves

À l'occasion du passage de Gabriel Attal, le ministre de l'éducation nationale dans l'île, les syndicats d'enseignants et les organisations de parents d'élèves avaient déclaré qu'« *ils en avaient assez des belles paroles et qu'ils voulaient des actes maintenant* » dénonçant aussi que le gouvernement ne s'attache pas à régler les vrais problèmes tels que la rénovation des écoles délabrées et le nombre trop important d'élèves par classe.

Lundi 21 août, les enseignants du

lycée Paule Pignolet de Fresne Rivière à Trois-Bassins ont débrayé deux heures durant précisément pour cette dernière raison.

Ils tenaient à dénoncer le fait qu'à l'occasion de cette rentrée scolaire, dans leur établissement, sur sept classes de seconde, cinq comptent 36 élèves, et deux en comptent 37, dans les groupes de langue, le nombre d'élèves grimpe à 40, obligeant les professeurs à faire asseoir des élèves par terre faute de bureaux et chaises. Ils revendiquent donc la création

d'une huitième seconde ce qui permettrait de ramener le nombre d'élève par classe à 32.

La seule solution envisagée par Attal pour répondre à la masse de travail sans cesse croissante des enseignants était de leur proposer de faire des heures supplémentaires et de travailler de 8 h à 18 h.

Il n'a pas fallu longtemps pour que leur réponse lui revienne en pleine figure : ce qu'ils veulent, ce sont des embauches, pas du sur-travail !

L'école au rabais

C'est à La Réunion que le ministre de l'Éducation est venu faire sa communication de rentrée en se moquant carrément des réels besoins de l'école.

Il s'est montré très content de la création de 180 AESH, postes d'accompagnants, pour plus de 8000 élèves en situation de handicap ! De plus, rien sur une amélioration des statuts, des salaires et les embauches d'enseignants et d'infirmières dont le manque se fait cruellement sentir.

Encore un laquais des riches venu afficher son mépris des besoins populaires.



Attal chez les papous ?

Non content d'être mauvais en calcul Attal est nul en histoire-géo. Enfin, c'est ce qui semblait apparaître lors de son intervention jeudi dernier au Port sur l'immigration mahoraise dans les écoles.

En fait, pour les bourgeois sortis de leur caste, il n'y a que la menace des classes laborieuses et dangereuses qui se ressemblent toutes.

Chiche ! Quand est-ce qu'on leur fait peur pour de vrai ?

Une taxe aérienne pour financer un train qui n'existe pas ?

Dernière trouvaille du gouvernement : il a décidé de mettre en place une nouvelle taxe sur les billets d'avion, dite « éco-contribution, afin de financer le transport ferroviaire ».

L'écologie a bon dos !

Les compagnies aériennes avaient déjà profité de la crise Covid pour

augmenter leurs prix comme jamais. Elles vont en plus répercuter le montant de cette taxe sur le prix de leurs billets d'avion. C'est d'ailleurs ce qu'a déclaré Thomas Juin, le président des aéroports français.

Pas question pour les pollueurs capitalistes d'en être de leur poche.

Ce sont les voyageurs qui devront passer à la caisse.

Cette arnaque est déjà scandaleuse en soi, mais elle l'est doublement à La Réunion... car ses habitants n'ont plus de train depuis 1976 !

Assurance maladie : les arrêts en ligne de mire

Le gouvernement, aidé de l'Assurance maladie, prescrit pour le budget de la Sécurité sociale 2024 des économies de 1,3 milliard d'euros, dont une partie viendrait de la baisse des prescriptions d'arrêt de travail. Une part de ces arrêts est taxée par l'Assurance maladie d'arrêts de complaisance.

Elle avance l'augmentation du montant des indemnités journalières de 8,2 % sur un an, sans dire que si ce montant augmente, c'est que le nombre de personnes salariées augmente, que le smic a augmenté, et que la santé des travailleurs se dégrade. D'ailleurs, combien de travailleurs ne s'arrêtent pas, même malades, pour ne pas perdre de salaire, pour éviter les reproches des chefs, pour finir une période d'essai ? En 2016, une étude a montré que les salariés venaient travailler un jour de

maladie sur quatre.

Du point de vue des salariés, ne pas travailler quand on est malade est normal. Cela n'arrête pas le gouvernement ni Thomas Fatôme, ex-membre du cabinet d'Édouard Philippe et artisan de la réforme des retraites, qui est aux commandes de l'Assurance maladie. Sa politique met sous pression les médecins généralistes recensés à partir d'une base de données qui cartographie le nombre de prescriptions qu'ils font. Ils sont sanctionnables s'ils prescrivent un nombre de jours d'arrêt trop élevé.

Un tiers des généralistes sont visés : 1 000 médecins ont été mis « sous objectif », avec des résultats attendus à la baisse sous six mois. 5 000 ont été contactés pour des « entretiens d'alerte », 15 000 ont des rendez-vous fixés en septembre.

L'Assurance maladie ne tient pas compte du fait que certains exercent dans des quartiers populaires et ont comme patients des travailleurs dont la santé est affectée par une exploitation très dure.

À travers cette campagne contre les arrêts maladie, le gouvernement et l'Assurance maladie mènent la guerre aux travailleurs accusés d'être des tire-au-flanc, alors que ce sont eux qui financent la Sécurité sociale, précisément pour pouvoir bénéficier en retour de ses prestations.



CHU : symptômes d'une société défaillante

Le 26 juillet dernier, le tribunal administratif de Saint-Denis a rejeté le recours des représentants des usagers qui contestaient la fermeture du service urologie du CHU Nord, décidée par son directeur Lionel Calenge, appuyé par l'ARS, sous prétexte que des conflits entre médecins avaient plombé ce service.

Cette décision entérine de fait son transfert au privé, en l'occurrence le groupe Clinifutur qui en assure la continuité depuis le 21 mai 2021.

Depuis cette date, les patients se rendent pour leurs soins soit à la clinique privée, soit au CHU Sud qui se retrouve asphyxié.

Depuis des années, pour soi-disant assainir le déficit du CHU (estimé aujourd'hui à 50 millions), la direction de l'hôpital avec la complicité de l'ARS et de l'État, supprime des lits, des services, amputent l'hô-

pital de bras et de moyens nécessaires pour la bonne prise en charge des malades.

Au lieu de consacrer l'argent public aux hôpitaux, les différents gou-

vernements qui se succèdent préfèrent arroser le patronat à coups de millions !



CAC 40 : profits record

Les actionnaires du CAC 40 ont de quoi se frotter les mains. Les 38 plus grandes entreprises françaises ont publié fin juillet leurs résultats pour le premier semestre 2023. La somme de leurs bénéfices net s'élève à plus de 80 milliards d'euros, en hausse de 7 % par rapport au premier semestre 2022.

Les profits du CAC 40 ont totalisé, en 2022, 160 milliards d'euros, un record historique. Cette année, ils pourraient battre de nouveaux records. Sur les six premiers mois, le constructeur automobile Stellantis cumule déjà 11 milliards (+37 %), suivi par TotalEnergies avec 9 milliards, et LVMH, le groupe de luxe possédé par Bernard Arnault, qui rafle 8,5 milliards. Les banques ne sont pas en reste : les profits cumulés de BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole et AXA atteignent 16 milliards.

Pourtant, alors que les profits s'envolent, le chiffre d'affaires cumulé des entreprises du CAC 40 stagne. Un économiste cité par le

journal *Les Echos* relève que « les ventes en volume sont stables voire en recul ».

D'où vient alors cette pluie d'argent ? Les bénéficiaires augmentent parce que les capitalistes aggravent l'exploitation. Suppressions d'emplois, cadences infernales, voilà ce qui se cache derrière ces profits insolents. Selon le magazine *Challenges*, en quatre ans, les entreprises du CAC 40 ont supprimé 16 000 emplois en France. En 2023, BNP Paribas prévoit d'en supprimer 900. Quant au groupe pharmaceutique Sanofi, qui affiche un bénéfice semestriel de 3,5 milliards, il va détruire 135 emplois sur les sites de Sisteron et d'Aramon, et menace d'en supprimer 800 en Inde. La fortune des actionnaires est ainsi le résultat d'une guerre permanente faite à la classe ouvrière.

Les profits sont aussi dopés par la hausse des prix à la consommation. En effet, les entreprises ne perdent pas de temps pour répercuter sur les consommateurs la hausse des prix

des matières premières. En revanche, quand les cours du pétrole ou du blé se mettent à baisser, cela ne se voit pas, ou avec beaucoup de retard, à la pompe à essence ou à la caisse du supermarché ! Quant aux salaires, ils restent au plancher.



Ouvriers agricoles : réunionnais – comoriens, mêmes patrons même combat !

Depuis quelques années de plus en plus d'ouvriers immigrés comoriens sont embauchés par les planteurs pour couper de la canne à La



Réunion.

Les ouvriers agricoles réunionnais revendiquent d'être mieux payés pour tenir compte de la hausse du coût de la vie. Pour contourner cette juste exigence les planteurs font appel à des retraités ayant besoin d'un complément de revenu, mais surtout, depuis quelques années donc, à des ouvriers comoriens.

Le prix payé au coupeur de canne est en moyenne de 14 euros la tonne mais peut monter à 20 euros dans les communes où ne se trouvent pas des travailleurs comoriens comme à Sainte-Rose par exemple.

Les salaires des ouvriers comoriens devenus majoritaires sur certaines exploitations sont aussi faibles que ceux de leurs camarades

réunionnais et commela plupart des ouvriers agricoles ils ne sont pas déclarés, ils sont privés d'allocation chômage, d'indemnités maladies, du droit à la retraite en tant que salariés et même du droit à la formation obligatoire pour l'utilisation de produits toxiques comme les herbicides...

De plus ils doivent supporter les amputations de leurs maigres salaires quand surviennent des pannes d'usine et autres aléas bloquant les cannes coupées dans les champs.

Les ouvriers agricoles réunionnais et comoriens produisent la richesse des planteurs et de l'usiner Tereos.

C'est ensemble qu'ils pourront exiger des conditions de travail et des salaires décentes.

DANS LES ENTREPRISES

Pass'Compétences : grève pour le paiement des salaires

Les trente salariés de l'association Pass'Compétences de Saint-Louis ont décidé de se mettre en grève à compter du lundi le 21 août. Aucun n'a été payé de son mois de juillet et l'un d'entre eux ne l'est pas depuis trois

mois. Dans l'incapacité de régler leurs loyers, certains ont déjà eu droit à la visite d'huissiers venus les menacer y compris de pénalités de retard.

À cela s'ajoute la maltraitance au travail, le harcèlement, les propos

déplacés récurrents de la part de la responsable, injoignable depuis le début du conflit !

Décidés à récupérer leur dû, ils ont reconduits leur grève de jour en jour jusqu'au jeudi 24 août.

Sur leur piquet de grève, planté devant le siège de l'association en plein centre ville, ils dénoncent l'exploitation dont ils sont victimes en distribuant tracts aux passants, en brandissant leurs pancartes revendicatives et reçoivent en retour le soutien de nombreux travailleurs.

Car en effet, sans surprise, le mépris de l'État, qui finance ces associations sensées aider les privés d'emploi à se réinsérer, gangrène tout le système y compris la façon de traiter leurs propres salariés.

En se battant pour se faire respecter ces travailleurs acquièrent la conscience que cette société basée sur l'injustice et l'exploitation doit être renversée et dépassée.



Pétrole : record de consommation

L'année 2022 a battu tous les records de consommation de pétrole : 99,9 millions de barils par jour. Et l'Alliance internationale de l'énergie, qui fournit ces chiffres, prévoit un nouveau record en 2023 : 102,2 millions de barils/jour. Certains gros producteurs, comme l'Arabie saoudite, limitent leur production, mais

c'est seulement pour maintenir les prix au plus haut, pas pour limiter la consommation.

Les gouvernements, les organisations internationales et les médias ne parlent que réchauffement climatique, effet de serre, fonte des glaciers, méga-feux, ouragans, menaces contre la biodiversité. Et pendant ce

temps-là l'or noir ruisselle comme jamais, renforcé par le gaz et le charbon, enrichissant tout ce que la Terre compte de milliardaires. Contradiction ? Non, partage des tâches : les uns amusent les opinions publiques avec les énergies vertes, pendant que les autres empochent les billets verts !

DANS LE MONDE

NIGER

L'impérialisme à la manœuvre

Le bras de fer se poursuit entre les militaires qui ont pris le pouvoir au Niger et les protecteurs, exploiters en fait, occidentaux de ce pays. Car c'est bien eux qui sont à la manœuvre derrière la Cedeao, la Communauté économique des pays d'Afrique de l'Ouest.

La Cedeao menace d'intervenir militairement et fait des préparatifs en ce sens avec le soutien des gouvernements français et américain. Ce ne serait d'ailleurs pas la première fois que les troupes de tout ou partie de la Cedeao interviendraient au nom ou en soutien des puissances impérialistes.

Réunis le 10 août, les dirigeants des États membres ont déclaré vouloir « *privilegier l'action pacifique* ». Cela consiste à étrangler économiquement le Niger au moyen des sanctions économiques en vigueur depuis fin juillet. L'interruption de la fourniture d'électricité touche la population dans sa vie quotidienne. De même l'arrêt des transactions bancaires, en plus d'entraver l'activité économique, empêche les familles de toucher les mandats envoyés par leurs proches résidant à l'étranger. Or, comme dans nombre de pays très pauvres, la survie de bien des familles en dépend. L'étranglement du Niger, voulu par la France et les

États-Unis sous prétexte de rétablir la démocratie, c'est donc avant tout l'étranglement des plus démunis.

Les militaires au pouvoir servent évidemment de ces menaces et de ces pénuries pour chercher un soutien populaire. Ils ont beau jeu de laisser accuser la France d'avoir pillé leur pays, et pas seulement ses mines d'uranium, pendant des dizaines d'années. C'est l'exacte vérité. Ils n'ont pas plus de mal à affirmer que la précédente équipe au pouvoir, celle du président Mohamed Bazoum, grand ami des Français, était corrompue jusqu'à la moelle. Mais ces généraux font partie du même monde que ceux qu'ils prétendent remplacer, formés comme eux par les protecteurs français.

Les représentants de l'impérialisme français et, au-dessus d'eux, ceux du grand frère américain, connaissent bien ces généraux. Mais ils ne peuvent pas laisser faire, le Niger étant la base principale des forces armées occidentales dans la région et un pion essentiel dans leur dispositif. C'est aussi, pour la France et son industrie nucléaire, un important fournisseur d'uranium. En outre, au Niger comme ailleurs, les dirigeants impérialistes n'aiment pas se faire imposer quoi que ce soit, fut-ce par des généraux alliés.

Les appels des officiels français au respect de la démocratie seraient risibles si la situation prêtait à rire. La France a conquis le Niger par les armes, l'a tenu sous sa botte par la force et décide depuis son indépendance de qui y fait quoi, y compris au gouvernement. Il n'y a pas un coup d'État sur la dizaine que ce pays a subis depuis 1960 où n'apparaît la main des services spéciaux français, pour le préparer ou pour le dénouer.

La misère des populations africaines, la pourriture engendrée par la domination impérialiste, les tensions dans les relations internationales, la montée en puissance et la fréquence des interventions militaires, font que le moindre coup politique peut déclencher un cataclysme. En l'espèce, la défense des privilèges d'un quartier de généraux nigériens peut déboucher sur une guerre généralisée dans toute une partie d'un continent pillé et ravagé par l'impérialisme.



Répression contre les femmes

Presque un an après la mort de la jeune Mahsa Amini sous les coups de la police des mœurs pour un voile mal ajusté, le pouvoir iranien fait tout pour briser les femmes qui continuent à sortir tête nue.

Si le régime a pu stopper la vague de révolte déclenchée par cet assassinat, de nombreuses femmes, en particulier dans les milieux urbains, refusent toujours le voile. Depuis le début de l'été, les autorités judiciaires condamnent à des « soins psychologiques » obligatoires celles qui résistent. Ainsi, Afsaneh Bayegan, actrice iranienne, qui est apparue tête nue à plusieurs reprises sur son fil Instagram, et lors d'une cérémonie publique a été condamnée par un tribunal à deux ans de prison avec sursis et à l'obligation de se rendre une

fois par semaine dans un centre psychologique pour « traiter son trouble mental de la personnalité antifamiliale ».

La police des mœurs, qui avait disparu dans beaucoup de quartiers, en particulier aisés, y a fait son retour. Elle multiplie les sanctions contre celles qui résistent : lourdes amendes, envoi de SMS aux femmes repérées sans voile au volant, confiscation du véhicule, pression sur les employeurs pour les faire licencier, refus de soins à l'hôpital pour celles qui désobéissent, fermeture des commerces autorisant les femmes dévoilées...

En juillet, les autorités ont même fait fermer temporairement les bureaux de Digikala après la diffusion d'une photo d'employées non voilées

au siège de ce géant du commerce en ligne. Quelques jours plus tôt, une conductrice surprise sans voile a été condamnée à laver les cadavres pendant un mois dans une morgue.

Les dirigeants de la république islamique voudraient briser la détermination de celles qui tiennent bon. Ils s'acharment d'autant plus sur elles que l'inflation, les pénuries, le retard de paiement des salaires et, en ce mois d'août, les incendies, la sécheresse ou la canicule rendent insupportable la vie des classes populaires. Les chefs de ce régime redoutent d'autant plus une révolte générale qu'ils ont largement perdu leur base populaire.

UKRAINE

Un conflit qui n'en finit pas

Le 13 août, le chancelier allemand Olaf Scholz, faisant le point pour la chaîne de télévision ZDF sur la conférence internationale de Djeddah consacrée à la guerre en Ukraine, en a appelé à la diplomatie pour y mettre un terme.

Soulignant que l'Allemagne est, après les États-Unis, le principal fournisseur d'armes à l'Ukraine, il est resté évasif sur les missiles longue portée Taurus qu'elle lui réclame. L'Allemagne veut bien, comme les autres grandes puissances, que l'Ukraine sacrifie des centaines de milliers d'hommes dans cette guerre que l'Occident mène par procuration avec la Russie, mais les États impérialistes restent ceux qui décident de tout. Donc aussi de la hauteur de l'aide fournie, de ses modalités, de son opportunité.

En vertu de quoi, ces mêmes États décideront quand et comment ce

conflit pourrait prendre fin au mieux de leurs intérêts. Cela supposera peut-être de faire pression sur Kiev afin qu'elle consente à céder à Moscou des parties de son territoire, telles la Crimée et le Donbass.

Zelensky a redit que c'était exclu. Mais ce thème revient si souvent dans les propos de certains dirigeants occidentaux qu'après une guerre avec la peau des Ukrainiens, une « paix » à leurs dépens peut apparaître comme une option pour l'impérialisme.

Pour l'heure, elle ne se matérialise pas. Mais ce n'est pas parce que Zelensky n'en veut pas : c'est que les chefs des puissances impérialistes n'ont pas arrêté de décision en ce domaine.

Depuis un an et demi, civils et soldats ukrainiens sont en première ligne, comme, en face, leurs frères de Russie. Et les tenants de l'ordre mon-

dial vont continuer à les faire mourir dans cette guerre jusqu'à ce qu'ils y aient trouvé une issue qui leur convienne.



Lindner, le ministre des Finances allemand et le vice-ministre de la Défense ukrainien

Hugo Deutschlander

Une prison flottante pour les migrants

Le Premier ministre, Rishi Sunak, et son Parti conservateur agitent depuis des mois l'épouvantail de l'immigration pour tenter de faire oublier leur échec contre la crise du coût de la vie et pour essayer de diviser les travailleurs.

Dernier épisode en date dans cette sinistre série : la barge Bibby Stockholm, amarrée sur la côte sud de l'Angleterre, dans le Dorset, a « accueilli » début août ses premiers « résidents ». Longue de 90 mètres et haute de trois étages, elle devrait héberger jusqu'à 500 personnes dans ses 222 chambres. Le gouvernement a beau prétendre que l'installation respecte les droits humains, il s'agit bel et bien d'une prison flottante.

Le syndicat des pompiers a dénoncé les manquements à la sécurité d'une barge conçue pour contenir moitié moins de personnes. Les associations d'aide aux migrants ont

manifesté contre les conditions qui risquent d'être pires que dans les centres de rétention déjà existants. La découverte dès le 12 août de légionellose dans ses canalisations a confirmé ces avertissements et conduit à l'évacuation, provisoire, des premiers arrivants.

Cette inhumanité, voulue, est dans la continuité de la politique définie en 2012 par la ministre de l'Intérieur, la future Première ministre conservatrice, Theresa May : créer un « environnement hostile » à l'immigration, sous prétexte de décourager les candidats à l'émigration et surtout pour flatter les électeurs les plus sensibles à la démagogie xénophobe. Sunak a vanté ce nouveau mode d'hébergement des migrants, qui coûterait trente fois moins cher aux contribuables que l'hôtel...

Courant juillet, la majorité conservatrice au Parlement a adopté une loi interdisant à tout individu

entré illégalement au Royaume-Uni de faire une demande d'asile, ce qui, selon l'ONU, déroge au droit international. La ministre de l'Intérieur, Suella Braverman, n'ayant en revanche pas réussi à faire passer son projet d'expulsion systématique des immigrants dits illégaux vers le Rwanda, envisagerait désormais des déportations vers l'île de l'Ascension, confetti britannique perdu au milieu de l'Atlantique Sud.

Dans le délire antiréfugiés, elle et ses pairs sont sans limite. Tout est bon du moment que cela peut servir à détourner l'attention des véritables responsables de la crise, à savoir les capitalistes.

PAKISTAN

Catastrophe ferroviaire

Dimanche 30 juillet, un train transportant près de mille passagers a déraillé, puis a été percuté par un second train, au sud du Pakistan. Renversant huit wagons, la catastrophe a coûté la vie à une soixantaine de personnes, bilan qui risque de s'alourdir.

C'est la troisième catastrophe de grande ampleur depuis cinq ans au Pakistan, où les réseaux de transport sont en effet vétustes. C'est la Pakistan Railways, entreprise publique, qui possède la majorité des lignes de transport de personnes. Moyen de transport le moins cher, le train est incontournable pour de nombreux travailleurs. À plusieurs milliers, ils se retrouvent entassés dans des trains

circulant sur des rails qui datent de... 1880 ! Les locomotives tombent souvent en panne et sur les 522 moteurs disponibles, seuls 120 seraient en bon état de marche.

Ce matériel dangereux date pour la plus grande partie de l'ancien empire colonial britannique. À l'époque, la création de ces lignes avait une importance économique et stratégique. Elles facilitaient le commerce colonial, et l'acheminement de troupes. Pour garantir ses colonies, le Royaume-Uni avait investi dans le rail.

Depuis l'indépendance du Pakistan en 1947, les puissances étrangères ont continué à dominer

économiquement le pays. La corruption des gouvernants, les dépenses militaires importantes liées à la confrontation permanente avec l'Inde, rendent impossible le financement de la maintenance et de la rénovation du réseau ferroviaire et du matériel roulant. La population pakistanaise paye régulièrement le prix dramatique de cette situation.

Malade du capitalisme

Les 8 et 9 août, le président brésilien Lula recevait à Belem ses confrères des États amazoniens. Ces huit pays ont créé en fanfare une Alliance amazonienne de combat contre la déforestation et publié un document en 113 points. Leur combat semble bien s'être limité à cela.

L'Amazonie couvre près de 7 millions de kilomètres carrés, treize fois la France. Les deux tiers appartiennent au Brésil. C'est un des poumons de la planète, ses mangroves et sa forêt équatoriale captent des masses de CO2, le principal gaz à effet de serre. Mais l'agriculture, l'élevage et les mines rongent de tous côtés la forêt amazonienne. Cette déforestation a déjà réduit sa superficie de 20 %. Tous affirment avec Macron (le département de Guyane fait partie de l'Amazonie) : « *Il est urgent de mettre un terme à la déforestation.* » Cela dit, il faudrait passer aux actes. Mais on en reste aux pa-

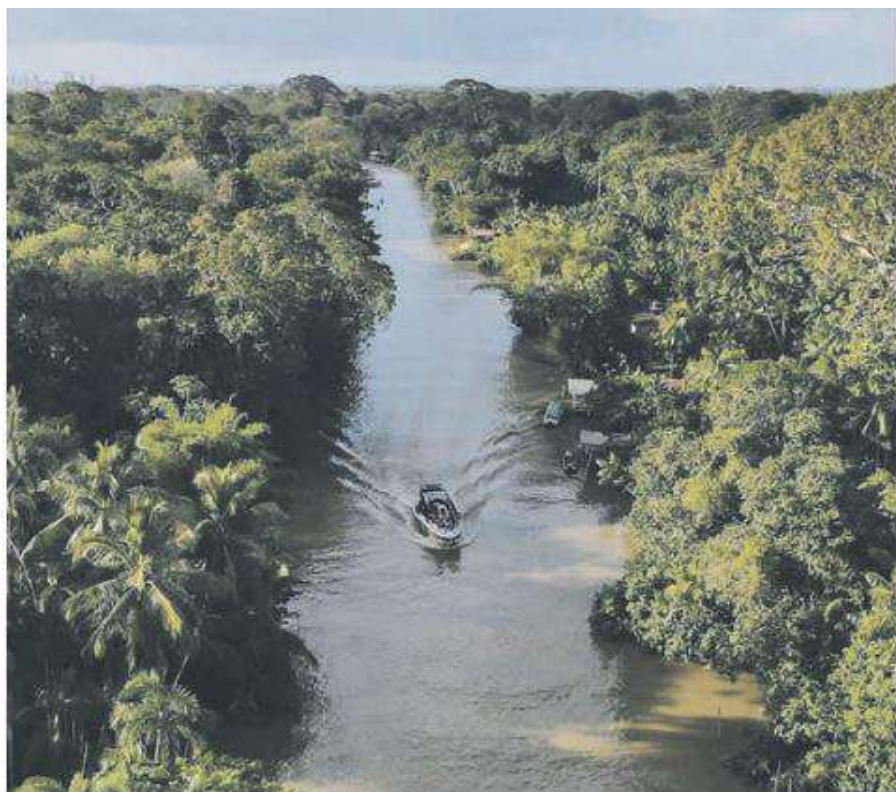
roles.

Lula, qui évoque un « *nouveau rêve amazonien* », se félicite de la réunion de Belem : « *Il n'a jamais été aussi urgent de reprendre et d'étendre notre coopération.* » Il voudrait faire plaisir à ses électeurs écologistes, au Mouvement des paysans sans terre, aux supporters des tribus indiennes décimées et chassées de leurs territoires. Mais il ne prendra aucune mesure qui pourrait fâcher le lobby agro-industriel, les planteurs de soja, de maïs et de canne à sucre, les grands exportateurs de viande de bœuf : il a besoin des voix de leurs députés au Parlement et, surtout, il voit en eux les champions de l'économie brésilienne, ses « héros » comme il dit. Alors il se flatte d'avoir réduit d'un tiers les coupes illégales mais il relance les routes à travers l'Amazonie, qui facilitent le déboisement et l'exploitation qui s'ensuit.

Il appelle aussi à l'aide les pays

riches, qui sont en fin de compte les bénéficiaires de cette exploitation, qui leur fournit bois, viande, sucre, fruits, soja, etc. Ces pays alimentent certes divers fonds de protection de l'Amazonie mais ne renoncent pas à leur part du profit engendré par la destruction de la forêt amazonienne.

La forêt amazonienne est une pièce indispensable à la vie terrestre. Elle devrait donc être placée sous la protection de l'humanité tout entière. Mais dans ce monde régi par la course au profit et morcelé par des frontières, elle est livrée à des criminels irresponsables.



Visiter le site
<https://www.lutte-ouvriere.org/>

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*
 Commission paritaire n°
 1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires
 ISSN : 2552-7282